

CAPL N°1 LISTE APTITUDE DE B EN A MOTION

AVIGNON, le 03 novembre 2015

Dans le cadre de l'absence du dialogue social, les élus de Solidaires Finances Publiques ont décidé de boycotter la première convocation de la CAPL n°1 en raison du contexte particulièrement préoccupant pour les finances publiques et ses agents.

Les suppressions d'emplois massives à la DGFIP dûment acceptées par nos dirigeants, la baisse drastique des budgets de fonctionnement et de l'action sociale conduisent notre administration vers un repli jamais égalé. Tout comme le Directeur général, vous gérez la pénurie et pire vous l'acceptez avec zèle. Avec allégeance et dévouement, vous soutenez les restructurations et par la même, l'abandon progressif de la totalité du maillage fiscal et comptable du département pour les seuls centres urbains de Cavaillon, Carpentras, Orange, Apt et Avignon.

La façon dont vous menez ces réformes, après en avoir dissimulé la teneur le plus longtemps possible, est précipitée, brutale et sans aucune réelle concertation avec les personnels concernés. Votre inflexibilité injustifiée n'a pour objet que de montrer votre pouvoir. Vous refusez la contradiction et la concertation: vos certitudes sont à la hauteur de votre obscurantisme.

Nous tenons enfin à dénoncer les attaques aux règles de gestion auxquelles le Directeur Général ne se sent pas liées. Cette posture démontre le manque d'intérêt et de respect pour le dialogue social et les représentants des personnels. La remise en cause des garanties des agents est inacceptable.

Nous dénonçons également avec une extrême fermeté le déni de démocratie sociale décrété par le premier ministre et refusons la mise en œuvre du protocole PPCR.

Au niveau du département, compte tenu notamment des errements pris par la direction à l'issue des CAPL d'affectation locale de juillet dernier, l'intérêt pour le dialogue social se pose.

Maintenir un dialogue social apaisé serait la volonté du DDFIP de Vaucluse. Comment est-ce possible quand les propositions et demandes d'explications des agents et des représentants des personnels sont balayées d'un revers de main autoritaire et dédaigneux ?

Ne nous trompons pas, l'administration porte l'entière responsabilité de la rupture du dialogue social.

Notre boycott s'inscrit dans le cadre de la défense de nos revendications, des actions engagées cet automne et du boycott des CTR et groupes de travail de la DGFIP. Faute de réponse satisfaisante, nous sommes déterminés à aller plus loin dans notre démarche.